



Le Secrétaire Général

Monsieur Philippe de LADOUCETTE
Président
Commission de Régulation de l'Energie
15, rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 08

Objet : Consultation publique sur le TURPE 5

Paris, le 24 septembre 2015

Monsieur le Président,

La CFE-CGC Énergies, première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises des Industries Electriques et Gazières, tient par la présente à répondre à la consultation publique que vous avez lancée le 22 juillet 2015 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE).

La CFE-CGC Énergies considère en effet que les réseaux électriques sont au cœur de la transition énergétique et qu'ils seront à l'avenir bien plus sollicités qu'ils ne le sont aujourd'hui. Les évolutions des comportements des différents utilisateurs du réseau, tant en soutirage qu'en injection, implique à l'évidence une adaptation de la structure tarifaire pour préserver les capacités d'investissements des gestionnaires des réseaux de transport (GRT) et de distribution (GRD) sur les infrastructures que constituent les réseaux électriques.

Pour la CFE-CGC Énergies, les tarifs TURPE doivent refléter les coûts induits par chacune des catégories d'utilisateurs des réseaux, sans omettre qu'au final, ce sont les consommateurs français qui supporteront la quasi-totalité des coûts, directement par le TURPE ou indirectement par le prix de l'énergie toutes taxes et contributions à caractère fiscal comprises.

Il importe donc de construire une structure tarifaire simple et compréhensible, mais aussi des mécanismes de marché qui soient réellement utiles pour la collectivité nationale et qui soient de nature à limiter la créativité des opérateurs financiers. Les bulles spéculatives apparues ces dernières années ont en effet montré qu'elles se faisaient toujours au détriment des consommateurs et des opérateurs économiques de taille modeste.

.../...

CFE-CGC Énergies
59 rue du Rocher
75008 PARIS
Tél. : 01 55 07 57 00
Fax : 01 55 07 57 27
www.cfe-energies.com
contact@cfe-energies.com

Les analyses proposées dans cette consultation reprennent le postulat d'une concurrence parfaite faisant suite à la longue période d'un monopole national ayant permis l'optimisation technique et économique du système électrique français. Pour autant, la réglementation, la régulation voire l'intervention politique continuent de caractériser le secteur électrique en Europe, et tout particulièrement en France du fait de la sensibilité de la population française au prix de l'électricité, de son attachement à la qualité des missions de service public et du maintien dans l'imaginaire collectif d'un Etat providence incarné par l'électricien public.

D'autre part, il convient de garder à l'esprit l'impact de politiques énergétiques disparates entre les différents Etats membres de l'Union européenne, induisant une faible prise en compte des impacts de ces choix énergétiques sur les infrastructures électriques des autres pays membres, et pas uniquement dans le domaine des infrastructures d'interconnexion transfrontalières.

Dès lors, ladite concurrence parfaite s'avère totalement illusoire aux yeux de la CFE-CGC Energies.

Au-delà des considérations économiques savamment théorisées dans les annexes de la consultation, il n'échappe à personne l'importance vitale de l'électricité, service essentiel dans une économie et une société de plus en plus digitales.

L'exposé synthétique des grandes problématiques proposé par la CRE conduit à plus d'énergies renouvelables, plus de bornes de charge pour les véhicules électriques, moins d'acheminement du fait d'une consommation en baisse, une thermosensibilité accrue et l'apparition de pointes locales de production décorrélées des pointes de consommation.

Ces analyses, que nous partageons, montrent que les réseaux de transport et de distribution seront à l'avenir fortement mis à contribution. La CRE s'interroge donc à juste titre sur les enjeux susceptibles d'impacter la structure du TURPE à l'échéance du TURPE 5.

La CFE-CGC Energies considère que l'arrivée à maturité des techniques de stockage comme les évolutions des modes de vie vers une économie dite du partage et de l'échange doivent être prises en compte dès TURPE 5 pour préserver les capacités d'investissement du GRT et des GRD, et ainsi éviter que la multiplicité des services offerts se fasse au détriment du financement de l'infrastructure électrique, comme c'est déjà le cas aujourd'hui dans le secteur des télécommunications.

De même, l'évolution des usages électriques comme des prix est de nature à faire fluctuer le taux d'utilisation des réseaux du fait du développement de l'autoconsommation ou de démarches de vente ou d'échange de services entre clients, qu'ils soient producteurs ou non.

Ces évolutions sociétales, dites de « disruption », exigent de notre point de vue un rééquilibrage de la structure tarifaire autour d'une part fixe plus importante, et d'une part variable nécessairement plus faible qu'aujourd'hui, ce afin de maintenir, dans la durée, la couverture du financement de l'infrastructure.

.../...

Nous considérons donc que la construction du tarif doit tendre vers une forte augmentation de la part fixe à l'image de ce qui se fait dans d'autres pays européens. Sans aller jusqu'à 100 % de part fixe comme aux Pays-Bas pour les clients particuliers, nous considérons que la proportion 2/3 de part fixe et 1/3 de part variable pourrait constituer dès la mise en œuvre de TURPE 5 une évolution indispensable pour intégrer les effets de la transition énergétique. Cette évolution est valable aussi bien pour le TURPE HTB que pour le TURPE HTA/BT, et ce quelle que soit la catégorie de consommateurs afin d'éviter des effets de subventions croisées au profit d'une seule catégorie d'opérateurs économiques.

Par ailleurs, la CRE s'interroge sur l'intérêt d'une tarification à la puissance atteinte. Cette option qui peut apparaître envisageable pour la HTB doit être rejetée sur la HTA/BT car elle serait de nature à remettre en cause le dimensionnement des réseaux arborescents de distribution. La CFE-CGC Energies considère ainsi que le maintien voire le renforcement de la tarification à la puissance souscrite est indispensable sur les réseaux de distribution.

Concernant la maîtrise de la pointe de consommation et en parfaite cohérence avec son analyse sur l'importance d'augmenter la part fixe du TURPE, la CFE-CGC Energies considère qu'un signal prix à la pointe sur la part énergie constitue le moyen le plus simple et le plus vertueux d'inciter le consommateur à limiter son soutirage.

Les nombreux dispositifs imaginés pour maîtriser la pointe de consommation, et tout particulièrement les dispositifs d'effacement diffus, font l'objet de très nombreuses critiques que nous partageons totalement. Les dispositifs imaginés par les opérateurs d'effacement consistent à faire payer par le biais d'un dispositif fiscal, en l'occurrence la CSPE, un service dit d'effacement dont les réseaux n'ont pas réellement besoin et qu'il n'est pas possible de mesurer aujourd'hui avec exactitude. De plus, de nombreuses expérimentations ont montré l'existence d'un effet rebond suivi d'un report de consommation lourdement préjudiciables au réseau, ainsi que l'ADEME l'a démontré dans le cadre de ses travaux sur l'effacement diffus (<http://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/ademe-effacement-diffus.pdf>).

A l'évidence, face aux enjeux auxquels les gestionnaires de réseaux sont confrontés, la structure des tarifs de réseaux doit être exclusivement tournée vers le maintien de la capacité d'investissement des gestionnaires de réseaux et sa soutenabilité par les consommateurs. La CFE-CGC Energies considère ainsi qu'il n'appartient pas aux réseaux électriques d'accompagner les choix de politique industrielle de l'Etat, par exemple de soutien des électro-intensifs, ou de palier aux incohérences des politiques de soutien aux énergies renouvelables qui conduisent à un état de surproduction électrique massif sur la plaque européenne.

Concernant les mesures d'économies d'énergies, le financement de celles-ci par le TURPE n'est envisageable que si elles conduisent réellement à un moindre dimensionnement des réseaux électriques de façon durable. La CFE-CGC Energies s'interroge ainsi sur les modalités de financement par le TURPE de ces investissements dits « évités », qui par essence ne sont pas incorporés dans la Base d'Actifs Régulés. L'histoire des TURPE successifs a malheureusement montré que les « charges couvertes » par le TURPE était une notion à caractère extrêmement variable, et que cette variabilité était fortement impactée par des décisions à caractère politique, juridique voire actionnarial assez éloignées d'une quelconque théorie économique. Dès lors, la CFE-CGC Energies, nonobstant les possibilités ouvertes par les articles 199 et 200 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, n'est pas favorable à des expérimentations qui se traduiraient par une réduction des capacités d'investissement des GRD.

.../...

La transition énergétique allemande, appelée Energiewende, a souvent servi d'exemple de transition. Le modèle allemand s'appuie sur une multitude d'opérateurs locaux ainsi qu'une régulation qui tient compte, en structure comme en niveau, de cette réalité multipolaire. L'unicité tarifaire, comme celle que la France, est totalement incompatible avec la mosaïque allemande d'opérateurs GRD. De plus, ces opérateurs sont souvent détenus par des collectivités locales et ont de ce fait des missions multiples dans un modèle local bien compris. La France, quant à elle, a fait le choix depuis 1946 de s'appuyer sur un opérateur d'envergure nationale, instrument de la péréquation tarifaire sur l'ensemble du territoire et par ailleurs concessionnaire obligé des collectivités territoriales, propriétaires du réseau de distribution.

La remise en cause des principes de péréquation et de timbre-poste nous semble politiquement et socialement inacceptable. Ces principes, gravés dans la loi et auxquels les élus comme les français sont attachés, sont au cœur de la politique de l'aménagement des territoires depuis qu'ils ont été imposés à EDF, y compris pour les territoires ultra-marins dans les années 1950-1960.

Nous pouvons comprendre que ce modèle peut apparaître à certains comme ne constituant pas le meilleur signal économique mais cela relève strictement d'une décision politique. La théorie économique semble en outre ignorer des externalités négatives importantes, et la CFE-CGC Énergies suggère une analyse systémique avant d'ouvrir « illégalement » la boîte de Pandore.

Comme le montrent les documents de la présente consultation, les réseaux de transport et de distribution doivent faire face à des phénomènes de pointes de consommation et de production. Dans la droite ligne de la Directive 2012/27/UE, la CRE envisage la mise en place d'un mécanisme de pointe mobile. Pour la CFE-CGC Énergies, ce mécanisme, dont l'objet est d'effacer les pointes de consommation, risque d'engendrer des effets indésirables pour le réseau s'il n'est pas accompagné d'un pilotage des usages. Les GRD n'étant pas autorisés à accompagner les clients dans cette démarche, ce dispositif semble inadapté. Comme nous vous l'avons déjà exposé, nous considérons que c'est à la part énergie et non au TURPE de porter les signaux économiques d'incitation à l'effacement par des offres et des services adaptés.

L'exemple de la vague de froid du début 2012 est particulièrement significatif. Par son caractère tardif à la fin de l'hiver, elle a montré que le système électrique était l'assureur général du système énergétique. En effet, cette vague de froid a conduit les consommateurs à s'équiper massivement de dispositifs de chauffage électrique d'appoint pour pallier les baisses de températures sur les réseaux de chauffage urbains. Dans ce type d'aléas climatiques, il est peu probable qu'une pointe mobile soit la réponse à un plus large débat sur la performance thermique des logements, les contrats de concession de chauffage urbain et leur équilibre économique ou les marchés spéculatifs sur les carburants fossiles. Il est d'ailleurs probable que les consommateurs en précarité ne soient pas en mesure de baisser leurs consommations lors des pointes mobiles liées à des aléas climatiques majeurs.

Nous considérons donc que le TURPE, qui finance des activités régulées, n'est pas le bon vecteur pour un signal prix qui relève à notre sens du domaine dérégulé.

Concernant la pointe mobile HTB, elle peut éventuellement s'envisager pour les utilisateurs qui peuvent agir sur leur consommation et donc s'effacer totalement ou partiellement. Or les GRD, principaux utilisateurs du réseau HTB1 et HTB2, ne peuvent pas agir sur leur soutirage, ni répercuter ce « signal prix » sur leurs propres usagers. Il est dès lors indispensable d'éviter les effets de transfert entre le GRT et les GRD.

.../...

En conclusion, la CFE-CGC Energies n'est pas favorable à l'introduction d'une pointe mobile tant que le consommateur final ne peut pas en limiter les effets ou en bénéficier par le biais d'offres tarifaires simples et lisibles.

La CFE-CGC Energies rappelle qu'il existe aujourd'hui un tarif d'injection sur les niveaux de tension HTB2 et HTB3, mais pas sur les niveaux de tension inférieurs. Cela engendre aujourd'hui des coûts pour les GRD lorsqu'une production sur les réseaux de distribution implique un refoulement sur les réseaux de tension supérieurs. Ce coût est actuellement supporté par les usagers en soutirage. La CFE-CGC Énergies considère que ni les GRD, ni les consommateurs, ne sont responsables des refoulements vers les niveaux de tension supérieurs. Il semble donc juste que les producteurs de tous les niveaux de tension contribuent aux coûts d'exploitation générés, par une tarification adaptée à la puissance et au facteur de charge.

Pour autant, la CFE-CGC Énergies considère que les coûts associés au raccordement, mieux que des tarifs nodaux, constituent un vrai signal. Les schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) constituent un outil de localisation de la production qui traduit la volonté des pouvoirs publics. La CFE-CGC Énergies demande que cet outil soit pleinement exploité avant d'explorer d'autres pistes et nous ne sommes pas favorables à ce stade à une tarification régionale des injections.

Concernant le calendrier, la mise en place des TURPE HTA-BT et HTB doit être simultanée, ne serait-ce que pour permettre une évolution efficace des systèmes d'informations et une meilleure lisibilité pour les consommateurs. Pour autant, le calendrier proposé nous semble venir télescoper le calendrier électoral de l'année sur un sujet qui reste éminent politique, celui du prix de l'électricité.

En conclusion, la CFE-CGC Energies bien consciente que les théoriciens de la 3^{ème} révolution industrielle souhaitent que les réseaux mutent vers un « internet de l'énergie », considère que la première urgence est de doter la France, et plus largement l'Europe, de réseaux de transport et de distribution capables d'assurer une fourniture d'électricité de qualité pour accompagner la mutation digitale de notre économie et résilients face au dérèglement climatique. Pour cela, nous soutenons un TURPE qui privilégie une part fixe importante et des mécanismes de signaux prix qui reposent essentiellement sur la part énergie et qui relèvent du secteur dérégulé.

La CFE-CGC Energies reste dubitative au sujet de tout mécanisme basé sur des indicateurs non mesurables (par exemple effacement) ou sujets à interprétation (charges tarifées ou non) ou encore qui ne pourrait s'inscrire dans le temps long des réseaux.

La CFE-CGC Energies espère que son analyse et sa recommandation seront étudiées avec attention par vos services afin que les salariés des gestionnaires de réseaux d'électricité puissent voir dans le cadre réglementaire proposé une incitation à investir et à maintenir la qualité du service public.

En vous en remerciant par avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération *et respectueux.*

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'W. Viry-Allemoz'.

William VIRY-ALLEMOZ